



Contribution du Parti communiste du Venezuela (PCV) à la 23e réunion internationale des partis communistes et ouvriers. Izmir-Turquie, 19-22 octobre 2023

Chers camarades, tout d'abord, nous voulons vous transmettre les salutations fraternelles et solidaires du Comité central du Parti communiste du Venezuela (PCV), à toutes les délégations des Partis communistes et ouvriers présents à cette importante réunion, et très particulièrement, saluer et remercier les camarades du Parti communiste de Turquie pour le travail extraordinaire réalisé pour accueillir la 23e EIPCO et garantir son bon déroulement.

Comme vous le savez certainement, notre Parti a finalement été poursuivi et son Comité central, élu par le 16e Congrès national (3/5 novembre 2022), mis hors la loi par une décision de justice fallacieuse. Il est alarmant de constater que l'exécutant de cet assaut n'était pas un gouvernement dirigé par les anciens partis sociaux-démocrates ou d'extrême-droite, mais un gouvernement du soi-disant "progressisme".

Cette exacerbation de l'anticommunisme au Venezuela et la montée de la persécution étatique contre le mouvement ouvrier sont étroitement liées à l'offensive internationale du capital contre les droits de la classe ouvrière, dans le contexte de la crise mondiale actuelle du mode de production capitaliste.

Crise capitaliste et agressivité impérialiste

C'est l'intensité de cette crise qui explique l'aggravation croissante des contradictions inter-impérialistes et inter-capitalistes. En bref, la guerre, l'armement, les sanctions, les tensions frontalières et les conflits guerriers à différentes échelles sont la manifestation la plus violente de la compétition entre les nations capitalistes pour le contrôle des marchés, des routes commerciales et des matières premières. L'agression impérialiste est également marquée par la résistance des puissances traditionnelles telles que les États-Unis, l'Union européenne et son bras armé, l'OTAN, à la perte de leur hégémonie dans l'économie mondiale.

La situation mondiale devient plus dangereuse et la menace d'un conflit armé à grande échelle est une possibilité latente. De même, la crise a conduit à la résurgence et au renforcement des forces ultranationalistes, racistes et xénophobes, qui attisent la haine nationale et servent les stratégies de conciliation de classe des gouvernements capitalistes dans leur compétition avec d'autres nations.

Sur le plan politique, ces fortes confrontations d'intérêts facilitent les processus de regroupement des pays capitalistes émergents qui font pression pour modifier les règles régissant les relations politiques et commerciales de l'après-guerre. Les soi-disant BRICS, et d'autres formes d'alliances internationales, reflètent les conflits d'intérêts économiques entre les pôles capitalistes, qui n'ont rien à voir avec la fin de l'impérialisme ou l'émergence d'un nouvel ordre mondial plus juste et plus démocratique pour les peuples.

Nous ne pouvons pas perdre de vue les étroites relations d'interdépendance qui unissent les pays capitalistes sur le marché mondial, et que même avec toutes les formes violentes que peut prendre la concurrence, c'est finalement l'identité des intérêts qui les unit qui prévaut. En ce sens, ce qui sous-tend l'apparition de l'affrontement entre des pôles prétendument "antagonistes" du monde "multipolaire", c'est la lutte des expressions nationales du capital mondial pour des conditions plus équitables d'exploitation de la force de travail mondiale et d'appropriation des richesses globales. Nous mettons donc en garde contre la résurgence de l'illusion d'un capitalisme humanisable et au service des peuples, produit d'une modification des rapports de force entre nations capitalistes.

Alors que le progressisme distrait les peuples avec ces jeux géopolitiques et l'espoir d'un ordre capitaliste plus démocratique et plus humain, la dure réalité est que le capital mondial accélère sa croisade internationale contre les droits de la classe ouvrière.



Les États capitalistes en général appliquent des mesures pour protéger les monopoles, en transférant les effets de la crise, des guerres et de la concurrence commerciale sur le dos des travailleurs et, en général, des peuples. C'est ainsi que sont appliquées des réformes du travail qui détruisent les droits historiques conquis par les travailleurs, que l'âge de la retraite est augmenté, que les salaires sont gelés face à une inflation croissante, que les politiques de flexibilisation et de déréglementation du travail sont avancées, que les services de base sont privatisés et que des taxes régressives sont approuvées. En bref, des mesures antipopulaires visant à accroître la compétitivité des monopoles sont imposées dans tous les pays capitalistes au prix du sacrifice de l'ensemble de la classe ouvrière mondiale.

Dans chaque pays, les partis communistes et le mouvement ouvrier conscient de sa classe participent et dirigent d'importants processus de lutte et de résistance contre l'application de ces politiques régressives. Cependant, l'absence d'une articulation internationale efficace des luttes de la classe ouvrière et d'un exercice cohérent de l'internationalisme prolétarien affaiblit la capacité de notre mouvement à mettre en échec la stratégie globale du capital.

L'absence d'une stratégie commune et la fragmentation des luttes ouvrières au niveau international n'est pas le seul problème auquel est confrontée l'unité de notre mouvement. C'est aussi l'impact que le progressisme a avec sa manipulation discursive de la tactique de l'unité contre un ennemi principal, qu'il présente vidé de son caractère de classe, avec l'intention claire de geler la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays, et de neutraliser la solidarité internationaliste avec le mouvement ouvrier qui combat les politiques anti-populaires appliquées par ces gouvernements réformistes.

Ces manipulations idéologiques du progressisme tendent à aller jusqu'à décrire ces luttes légitimes du mouvement ouvrier pour leurs droits comme des actions instrumentales pour les plans de domination de l'impérialisme. En d'autres termes, non seulement elles érigent des barrières à la solidarité prolétarienne, mais elles justifient également la politique de criminalisation et de répression des luttes ouvrières dans ces pays.

Telle est la réalité complexe dans laquelle la classe ouvrière lutte à l'échelle mondiale, et qui renforce indubitablement la capacité de la bourgeoisie mondiale à faire avancer ses droits avec succès.

En ces temps d'aggravation de la crise et d'attaques vigoureuses contre les droits des travailleurs, les avant-gardes politiques de la classe ouvrière doivent proposer d'aller de l'avant avec une stratégie commune, qui soit l'expression authentique de leurs intérêts et de leurs objectifs historiques. Les changements qui servent les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent venir que de ses propres luttes contre la bourgeoisie mondiale, et non d'un réarrangement des forces entre les puissances capitalistes.

La situation en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le continent latino-américain et les Caraïbes reflètent les changements dans les rapports de force qui secouent le monde. Les États-Unis ont perdu une part considérable de leur hégémonie économique, tout en conservant une présence militaire menaçante et une politique d'ingérence.

La vieille politique de la carotte et du bâton reste leur moyen d'imposer leurs prétentions hégémoniques. Elle utilise des sanctions pénales illégales, comme celles qu'elle applique aux peuples de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela ; elle déploie secrètement et ouvertement un soutien aux plans de déstabilisation contre les gouvernements qui ne favorisent pas les intérêts de ses monopoles ; et elle renforce sa présence militaire dans la région dans le cadre d'alliances avec des gouvernements partageant les mêmes idées. Mais il utilise également des voies diplomatiques d'entente pour stopper tout processus de changement en faveur des intérêts du peuple par les gouvernements du progressisme.

La région connaît actuellement une nouvelle vague de gouvernements dits progressistes. Certes, ces victoires électorales sont liées à un réveil des luttes populaires dans la région, mais le



caractère de la vaste alliance politico-électorale, qui comprend des secteurs libéraux et sociaux-démocrates ouvertement de droite, confère à ces gouvernements un profil plus clairement conservateur.

Après 20 ans, le progressisme latino-américain ne peut plus dissimuler ses limites de classe ; il a démontré son incapacité à mener à bien les transformations fondamentales exigées par la classe ouvrière du continent. Dans certains pays, ils sont passés de l'expression de réformes sociales à la personification de l'application d'ajustements agressifs anti-populaires qui démantèlent les droits conquis.

Malgré la sincérité programmatique de plusieurs gouvernements progressistes, les forces politiques qui les soutiennent maintiennent le récit d'une fausse opposition antagoniste entre ces gouvernements et ceux de la droite traditionnelle. La lutte est posée en termes de faux dilemme entre les gouvernements néolibéraux et progressistes, vendant l'idée d'un bon et d'un mauvais capitalisme.

Le PCV a exprimé sa solidarité avec les processus de changement qui, dans la région, expriment les aspirations à la transformation exigée par les peuples et à la rupture avec l'hégémonie américain ; il a également précisé son opinion sur les limites de ces processus d'alliances polyclassistes et sur la nécessité de renforcer l'action politique indépendante des partis communistes et du mouvement ouvrier, seule garantie d'avancer vers des conquêtes durables.

Dans certains pays de la région, l'alternance gouvernementale entre les forces du progressisme et les partis traditionnels de droite, avec leurs politiques anti-populaires et leur incapacité à tenir leurs promesses de réformes sociales, ont généré un tel degré de désespoir, de frustration et de démobilisation politique parmi les masses populaires qu'ils ont favorisé la croissance des forces politiques ultra-libérales et nationalistes.

Que se passe-t-il au Venezuela ?

Le processus vénézuélien est un exemple des limites du progressisme et du caractère réformiste des forces polyclassistes. La crise du capitalisme dépendant et rentier, aggravée par les sanctions pénales, a créé les conditions pour que le gouvernement dirigé par le président Nicolas Maduro Moros - représentant la faction bourgeoise et mafieuse qui contrôle l'appareil d'État et le gouvernement - applique l'ajustement antipopulaire le plus agressif de l'histoire du pays.

Le tournant néolibéral de la politique économique du gouvernement, ainsi que le scénario complexe de la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine, ont ouvert la voie à la coïncidence d'intérêts et aux négociations ultérieures entre l'impérialisme, la bourgeoisie et la classe traditionnelle des propriétaires terriens, et la nouvelle fraction bourgeoise (qui se qualifie elle-même de "bourgeoisie révolutionnaire") qui dirige le gouvernement au Venezuela.

Comme nous vous l'avons indiqué lors de la 22ème EIPCO à La Havane, le pays avance vers un processus d'assouplissement et de levée progressive des sanctions sur la base d'un pacte des élites et de la mise en œuvre d'un ajustement économique anti-populaire qui offre toutes les garanties au capital privé national et étranger.

Le PCV a fermement condamné les sanctions et l'ingérence impérialiste. Hier comme aujourd'hui, nous exigeons leur levée immédiate sans aucune condition. De même, nous avons rejeté toutes les négociations qui impliquent l'abandon de la souveraineté et la destruction des droits des travailleurs. Nous condamnons l'impunité dont jouissent les promoteurs de cette politique criminelle, ainsi que les hommes d'affaires et les politiciens qui ont profité de ces circonstances pour accumuler des richesses, alors que le peuple vénézuélien souffre des pires difficultés.

Le paquet anti-travailleurs et anti-populaire

Ce sont les travailleurs qui, en fin de compte, paient les conséquences de la crise et des sanctions impérialistes, et non la bourgeoisie ou l'élite dirigeante. Le gouvernement Psuv, par le biais d'une politique anti-ouvrière et anti-populaire, a pris sur lui de réduire les effets de ces sanctions sur la classe d'affaires, en transférant tout le fardeau sur les travailleurs.

Le cœur de l'ajustement économique ou du "plan anti-blocus" - comme ils l'appellent par euphémisme -



a été la destruction des droits de la classe ouvrière. Depuis la dernière augmentation salariale, il y a 18 mois, le pouvoir d'achat des salaires réels a été détruit de 90 %. Le salaire minimum légal et les pensions atteignent à peine 3 dollars par mois, en raison de la politique criminelle de gel des salaires en monnaie locale, de la dollarisation des prix et d'un taux d'inflation annuel supérieur à 400 %.

Dans sa subordination absolue aux intérêts des entreprises, le gouvernement de Nicolas Maduro a approfondi la politique de primes pour les revenus des travailleurs en tant que mesure compensatoire. Avec cette politique de remplacement des salaires par des primes, le gouvernement a réduit de manière abyssale les coûts de la main-d'œuvre, élargissant les marges de profit des entreprises capitalistes. La politique salariale anti-ouvrière a également un impact sur l'avancement de la déréglementation du marché du travail, favorisant les conditions de surexploitation de la main-d'œuvre. Il en résulte des heures de travail supérieures à 8 heures par jour, des heures supplémentaires sous-payées, des emplois sans contrat et bien d'autres abus de la part des patrons.

Mais les salaires n'ont pas été le seul droit sacrifié ; par la note ministérielle 2792, les conventions collectives des travailleurs de toutes les branches ont été suspendues. Ensuite, par le biais d'instructions émises par l'office du budget public (ONAPRE), ils ont unilatéralement et arbitrairement réduit le système de rémunération des travailleurs de l'administration publique, diminuant leurs salaires de moitié, et enfin ils ont éliminé de facto le droit aux prestations sociales, aux bénéfiques et à l'épargne des travailleurs. Tout cela, ajouté à la précarité des services publics et au démantèlement d'acquis essentiels tels que la santé publique et l'éducation, forme un tableau de surexploitation sauvage et de détérioration alarmante des conditions de vie des familles de travailleurs.

Le progressisme qualifie de "résistance anti-impérialiste" ce sacrifice criminel des droits de la classe ouvrière au profit des capitalistes.

Le gouvernement se dérobe à toute responsabilité en rejetant la faute sur les sanctions impérialistes. Si les sanctions ont eu un impact dévastateur sur l'économie dans son ensemble, il n'en est pas moins vrai qu'au cours de cette période, le gouvernement a alloué des ressources publiques substantielles pour subventionner le secteur privé, et qu'une autre partie a continué à être dilapidée par une gestion corrompue. Près de 10 milliards de dollars de subventions publiques ont été transférés au secteur privé par l'intermédiaire de devises étrangères ; quelque 20 milliards de dollars ont disparu de l'industrie pétrolière nationale au milieu de l'un des scandales de corruption les plus honteux du gouvernement de Nicolas Maduro, et l'enrichissement accéléré des hauts fonctionnaires, des militaires, des hommes d'affaires et des propriétaires terriens, qui est évident. L'énorme fossé des inégalités sociales dans le pays est la plus grande preuve d'un gouvernement qui gère la crise au profit des plus puissants.

Répression étatique des luttes des travailleurs

Le tournant néolibéral a provoqué un réveil des luttes du mouvement ouvrier et syndical vénézuélien. En moyenne, 17 manifestations par jour sont enregistrées dans le pays pour des revendications salariales et professionnelles. Les principales revendications des travailleurs sont la reconnaissance du droit à des salaires et à des pensions égaux au panier de base, le rétablissement des conventions collectives et la fin de la criminalisation des luttes des travailleurs.

La réponse du gouvernement et de l'appareil d'État a été la persécution, la répression et la poursuite des luttes des travailleurs. Plus de 100 cas de travailleurs ont été enregistrés et nombre d'entre eux restent injustement détenus. Récemment, deux dirigeants syndicaux des entreprises de base de Guayana ont été enlevés et emprisonnés alors qu'ils menaient des actions de protestation. Pour justifier cette action illégale, les tribunaux ont émis une injonction constitutionnelle en faveur de l'entreprise, interdisant l'exercice du droit de grève et toute forme de protestation syndicale.

Les mêmes pratiques répressives et d'intimidation sont appliquées aux travailleurs de l'éducation. Face à la possibilité d'une grève dans le secteur, le ministre de l'éducation du gouvernement a



menacé les enseignants de licenciements massifs et de leur remplacement par des chômeurs ou des retraités. Il s'agit là d'un État capitaliste qui utilise le chantage à l'égard de la population ouvrière au chômage pour briser la solidarité de classe et faire baisser les salaires.

Comme on peut le voir, la confrontation avec l'impérialisme n'annule pas la lutte des classes à l'intérieur du pays.

Aujourd'hui, le gouvernement parle ouvertement d'une alliance stratégique avec les fédérations d'entreprises et du rôle de l'État comme simple agent régulateur au service des intérêts des capitalistes. Cette euphorie libérale laisse libre cours à l'action prédatrice des propriétaires terriens, du capital agraire et minier sur les réserves naturelles du pays. La crise écologique de l'arc minier de Guayana en est l'un des exemples les plus dramatiques. Cette même action progresse contre les droits des peuples indigènes : expulsion de leurs terres, destruction de leur habitat et répression de leurs luttes de résistance.

Comme si cela ne suffisait pas, le virage réactionnaire du gouvernement PSUV s'exprime également dans ses alliances avec l'extrémisme religieux. Le budget public pour l'année 2023 alloue plus de ressources à la promotion de ces cultes qu'au développement scientifique.

La judiciarisation du PCV

L'assaut contre la classe ouvrière s'est également traduit par l'imposition de restrictions aux libertés syndicales et à l'exercice du droit démocratique de s'organiser en partis politiques légaux.

L'intervention judiciaire du Parti communiste du Venezuela, qui a eu lieu le 10 août par le biais de la sentence illégale n° 1160, correspond à cet objectif de désarmer la classe ouvrière des instruments de lutte au milieu de l'offensive brutale contre ses droits.

En ce qui concerne l'assaut judiciaire contre notre parti, il est important que les partis communistes et ouvriers du monde entier connaissent les aberrations juridiques suivantes qui entourent la sentence :

1. La Chambre constitutionnelle du Tribunal suprême de justice (TSJ) a rendu la sentence n° 1160 en réponse à un recours déposé par un groupe de non-militants du PCV, c'est-à-dire qu'elle a admis un procès intenté par des personnes qui n'avaient pas la capacité juridique d'agir au nom du PCV, ce qui constitue une violation de la loi organique de protection et de garanties constitutionnelles ;
2. Le recours déposé par ces mercenaires ne contenait aucune preuve permettant de corroborer leur militantisme au sein du PCV et de démontrer la véracité des allégations formulées dans le mémoire, ce qui signifie que le TSJ a adopté une décision sans vérifier les faits.
3. à son tour, la Chambre constitutionnelle a nié le droit constitutionnel à la défense du Parti communiste du Venezuela, en ignorant le mémoire de défense et les preuves présentées par le PCV, ce qui constitue une violation flagrante de l'État de droit et de la procédure régulière ;
4. le TSJ a nommé un conseil ad hoc composé de sept (7) non-militants du PCV pour porter atteinte à la personnalité juridique du parti, en ignorant illégalement le Comité central élu par le XV^e Congrès du PCV
- 5) Ce conseil ad hoc, composé comme suit : trois (3) militants du PSUV, un (1) militant du parti Somos Venezuela, un (1) ex-candidat du parti UPP89 et deux (2) ex-militants du PCV, a le pouvoir d'assumer les droits légaux du PCV et de réorganiser toutes ses structures au niveau national.

Comme on peut le constater, la phrase 1.160 est une aberration juridique complète qui n'a aucun fondement dans le droit vénézuélien. Nous sommes confrontés à un exercice autoritaire du pouvoir de l'État pour mettre en œuvre la décision politique de la direction du gouvernement de tenter de détruire le Parti communiste du Venezuela.

L'usurpation de la personnalité juridique du parti permet à ces mercenaires de recourir à la force de l'État pour priver la véritable direction du PCV et ses militants du siège et des biens du parti. Dès le prononcé de la sentence, ces mercenaires - avec le soutien de la direction du PSUV - ont procédé à la formation de nouvelles structures régionales de direction avec la présence de cadres intermédiaires du PSUV, de communautés évangéliques et de militants d'autres organisations



subordonnées au gouvernement, montrant clairement qu'aucun militant du PCV ne participe à leur farce et que nous sommes confrontés à un assaut ignoble et honteux dirigé par le gouvernement.

La judiciarisation du PCV a un objectif clair : détruire la résistance de classe des travailleurs à l'ajustement anti-impopulaire, affaiblir les luttes pour les salaires et les revendications professionnelles, et empêcher le renforcement d'une alternative révolutionnaire aux deux blocs de la bourgeoisie responsables du désastre national : celui du gouvernement et celui qui compose les différentes oppositions traditionnelles de droite.

En attaquant le PCV, la classe ouvrière a perdu le dernier parti à statut légal qui lui restait, ce qui signifie qu'elle a également été privée de son droit de participer avec ses propres candidats, représentant ses intérêts réels, aux élections présidentielles de 2024 et aux élections législatives de 2025. Le pacte des élites a donc atteint l'objectif de détourner les futurs processus électoraux pour la participation exclusive des partis de la bourgeoisie.

La manière dont l'assaut contre notre parti a été mené a montré clairement le niveau de décomposition morale du PSUV dans son désespoir de contenir les luttes populaires et de se présenter comme une force fiable pour les intérêts des patrons et des monopoles impérialistes.

Nous remercions les partis communistes et ouvriers pour leurs expressions de solidarité et nous les invitons à soutenir une campagne internationale pour exiger la révocation de la sentence illégale n° 1160 et le rétablissement des droits légaux et démocratiques du militantisme authentique du Parti communiste du Venezuela.

Indépendamment de la divergence que nous avons dans la caractérisation du gouvernement du Venezuela et de son parti, l'attaque contre le droit à l'existence d'un parti communiste doit susciter une réponse énergique et sans hésitation de la part du mouvement communiste international. Le plan d'action que nous avons adopté lors du 22e EIPCO à La Havane nous invite à **"exprimer notre solidarité avec les communistes qui sont confrontés à la persécution et à l'interdiction du libre exercice de leurs droits politiques et sociaux"**, mais aussi à **"mener des campagnes internationales de solidarité et de soutien à la lutte de la classe ouvrière... dans sa juste revendication du droit à la syndicalisation, à de meilleurs salaires, à de meilleures conditions de travail et à ses droits démocratiques"**.

Nous vous assurons que les plans de la bourgeoisie et de ses partis, visant à détruire le PCV, ne passeront pas. Ils échoueront comme les trois autres tentatives précédentes dans notre histoire, pour la simple raison que notre politique est une expression authentique des intérêts d'une classe ouvrière en lutte pour reconquérir ses droits.

Nous espérons que notre expérience servira de leçon et d'enseignement aux partis communistes et ouvriers du monde entier. Comme l'a dit Lénine à juste titre, "à l'exception du pouvoir, tout n'est qu'illusion".

Nous, les partis communistes et ouvriers, sommes confrontés à de grands défis en ces moments décisifs de la lutte des classes dans le monde entier. En ce qui concerne notre position et notre rôle, nous souhaitons simplement rappeler une citation de Marx et Engels dans le Manifeste du Parti communiste :

"Les communistes ne se distinguent des autres partis prolétariens que parce que, d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils se distinguent et affirment les intérêts communs de tout le prolétariat, quelle que soit sa nationalité ; d'autre part, par le fait que, dans les divers stades de développement que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours l'intérêt du mouvement général."

Vive l'internationalisme prolétarien !